

Considérant que la perception, le décompte définitif et le recouvrement de la cotisation de solidarité, de la cotisation de modération et de la cotisation de consolidation sont des tâches qui répondent aux critères de besoins exceptionnels et temporaires en personnel;

Considérant qu'il convient de déterminer sans délai le nombre de personnes qui, sous le régime du contrat de travail, peuvent être engagées pour répondre aux besoins visés ainsi que la durée de leur engagement;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 14 février 1995;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 14 février 1995;

Sur la proposition de Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants est autorisé en engager 42 contractuels répartis comme suit :

Niveau I :	secrétaire d'administration bestuurssecretaris	5	5	10
Niveau II :	assistant administratif bestuursassistent	8	14	22
Niveau III :	commis klerk	3	3	6
Niveau IV :	agent administratif beambte	2	2	4

Art. 2. Les postes de travail sont prioritairement occupés par des agents statutaires mis à la disposition pour utilisation par le Service Mobilité en exécution de l'article 17 de l'arrêté royal du 3 novembre 1993, portant les mesures d'exécution relatives à la mobilité du personnel de certains services publics.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1995 et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1995.

Art. 4. Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises
et de l'Agriculture,

A. BOURGEOIS

Overwegende dat de inning, de definitieve afrekening en de invordering van de solidariteitsbijdrage, de matigingsbijdrage en de consolideringsbijdrage taken zijn die beantwoorden aan de criteria inzake uitzonderlijke en tijdelijke personeelsbehoeften;

Overwegende dat zonder uitstel het aantal personen moet worden bepaald dat, onder het stelsel van een arbeidsovereenkomst, in dienst kan worden genomen om te voorzien in deze behoeften evenals de duur van hun tewerkstelling;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 14 februari 1995;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 14 februari 1995;

Op de voordracht van Onze Minister van Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw en op advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen wordt gemachtigd 42 contractuelen aan te werven die verdeeld zijn als volgt :

F	N	Total — Totaal
5	5	10
8	14	22
3	3	6
2	2	4

Art. 2. De arbeidsposten worden bij voorrang bezet door de statutaire ambtenaren die door de Dienst Mobilité voor beziging worden ter beschikking gesteld in uitvoering van artikel 17 van het koninklijk besluit van 3 november 1993, houdende uitvoeringsmaatregelen betreffende de mobiliteit van het personeel van sommige overheidsdiensten.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 1995 en houdt op van kracht te zijn op 31 december 1995.

Art. 4. Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
en Landbouw,

A. BOURGEOIS

F. 95 — 1552

[C — 16074]

10 AVRIL 1995. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 3 mai 1994 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 2 avril 1971 relative à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux;

Vu la loi du 17 mars 1993 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1994 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

N. 95 — 1552

[C — 16074]

10 APRIL 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 3 mei 1994 betreffende de bestrijding van voor planten en voor plantaardige producten schadelijke organismen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 2 april 1971 betreffende de bestrijding van voor planten en voor plantaardige producten schadelijke organismen;

Gelet op de wet van 17 maart 1993 betreffende de oprichting van een begrotingsfonds voor de produktie en de bescherming van planten en plantaardige produkten;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 1994 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige produkten schadelijke organismen;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il est nécessaire de modifier sans retard l'arrêté royal du 3 mai 1994 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et produits végétaux pour se conformer à la Directive 94/13/CE du Conseil du 29 mars 1994 modifiant la Directive 77/93/CEE concernant les mesures de protection contre l'introduction dans la Communauté d'organismes nuisibles aux végétaux ou aux produits végétaux et contre leur propagation à l'intérieur de la Communauté;

Sur la proposition de notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. L'article 1 x) de l'arrêté royal du 3 mai 1994 relatif à la lutte contre les organismes nuisibles aux végétaux et aux produits végétaux est remplacé par les dispositions suivantes :

« x) Communauté : Communauté européenne (au sens phytosanitaire) : comprend la Communauté économique européenne à l'exclusion de Ceuta et Melilla.

Les dispositions prévues par le présent arrêté s'appliqueront aux îles Canaries et aux territoires français d'outre-mer à une date correspondant au terme d'une période de six mois à compter de la date à laquelle les Etats-membres doivent mettre en application les futures dispositions relatives aux annexes I à V de la Directive 77/93/CEE pour la protection des îles Canaries et des Départements français d'outre-mer. »

Art. 2. L'article 9 point 7 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« 7. a) Le Ministre peut prescrire sous des conditions qu'il définit que l'introduction et la propagation sur le territoire de la Belgique d'organismes déterminés, à l'état isolé ou non, qui sont considérés comme nuisibles aux végétaux ou produits végétaux mais ne figurant pas aux annexes I et II du présent arrêté, sont interdites ou soumises à une autorisation spéciale.

b) Le Ministre peut prescrire sous des conditions qu'il définit que l'introduction et la propagation sur le territoire de la Belgique d'organismes déterminés, qui figurent à l'annexe II du présent arrêté, mais dont la présence a été constatée sur des plantes autres que celles figurant à cette annexe, et qui sont considérés comme nuisibles aux végétaux ou produits végétaux, sont interdites ou soumises à une autorisation spéciale.

c) Le Ministre peut prescrire sous des conditions qu'il définit que l'introduction et la propagation sur le territoire de la Belgique d'organismes déterminés qui figurent aux annexes I et II du présent arrêté, dont la présence est constatée à l'état isolé et qui sont considérés comme nuisibles aux végétaux ou produits végétaux, sont interdites ou soumises à une autorisation spéciale.

d) Le Ministre peut déroger sous des conditions qu'il définit aux interdictions visées aux points 1, 2, 5, 6 et point 7 a, b et c du présent article pour des travaux effectués à des fins d'essais, à des fins scientifiques ou à des travaux effectués sur les sélections variétales.

e) Les dispositions du point 7 a), b) et c) du présent article s'appliquent aussi à de tels organismes lorsqu'ils ne sont pas mentionnés par la Directive 90/220/CEE du Conseil du 23 avril 1990 relative à la dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés dans l'environnement ou par d'autres législations communautaires spécifiques concernant les organismes génétiquement modifiés. »

5. Le Ministre peut déroger sous des conditions qu'il définit aux interdictions visées aux points 1, 2 et 3 du présent article pour des travaux effectués à des fins d'essais, à des fins scientifiques ou à des travaux effectués sur les sélections variétales. »

Art. 5. L'article 12 point 4 du présent arrêté est complété comme suit :

« Les points 1, 2 et 3 du présent article ne s'appliquent pas aux mouvements de petites quantités de végétaux, produits végétaux, denrées alimentaires ou aliments pour animaux lorsque ceux-ci sont destinés à être utilisés par leur propriétaire ou par le destinataire à des fins non industrielles et non commerciales ou à être consommés durant le transport, pour autant qu'il n'existe aucun danger de propagation d'organismes nuisibles ».

Art. 6. L'article 14 point 2 du même arrêté est complété comme suit :

« c) Les points a) et b) ne s'appliquent pas aux mouvements de petites quantités de végétaux, produits végétaux, denrées alimentaires ou aliments pour animaux lorsque ceux-ci sont destinés à être

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat het noodzakelijk is zonder verwijl het koninklijk besluit van 3 mei 1994 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen te wijzigen om zich te schikken naar de Richtlijn 94/13/EEG van de Raad van 29 maart 1994 tot wijziging van de Richtlijn 77/93/EEG betreffende de beschermende maatregelen tegen het binnenbrengen op het grondgebied van de Gemeenschap van voor planten of voor de plantaardige producten schadelijke organismen en tegen hun verspreiding binnen de Gemeenschap;

Op de voordracht van Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het artikel 1 x) van het koninklijk besluit van 3 mei 1994 betreffende de bestrijding van voor planten en plantaardige producten schadelijke organismen wordt vervangen door de volgende bepalingen:

« x) Gemeenschap : Europese Gemeenschap (op fytosanitair gebied) : omvat de Europese Economische Gemeenschap met uitsluiting van Ceuta en Melilla.

De door dit besluit voorziene bepalingen zullen van toepassing zijn op de Canarische Eilanden en de Franse overzeese departementen op een datum overeenkomend met een termijn van zes maanden vanaf de datum wanneer de Lid-Staten de toekomstige bepalingen inzake de bijlagen I tot V van de Richtlijn 77/93/EEG voor de bescherming van de Canarische Eilanden en de Franse overzeese departementen moeten toepassen. »

Art. 2. Het artikel 9 punt 7 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« 7. a) De Minister kan voorschrijven onder voorwaarden die hij bepaalt dat het binnenbrengen op en de verspreiding binnen het grondgebied van België van organismen in al dan niet geïsoleerde toestand die als schadelijk voor planten en plantaardige producten worden beschouwd, doch niet in de bijlagen I en II bij dit besluit zijn opgenomen, worden verboden of onderworpen aan een speciale toelating.

b) De Minister kan voorschrijven onder voorwaarden die hij bepaalt dat het binnenbrengen op en de verspreiding binnen het grondgebied van België van bepaalde organismen, die in bijlage II bij dit besluit zijn opgenomen, maar waarvan de aanwezigheid werd vastgesteld op andere planten dan deze die in deze bijlage genoemd zijn, en waarvan wordt aangenomen dat ze schadelijk zijn voor de planten en plantaardige producten, worden verboden of dat daarvoor een bijzondere vergunning is vereist.

c) De Minister kan voorschrijven onder voorwaarden die hij bepaalt dat het binnenbrengen op en de verspreiding binnen het grondgebied van België van bepaalde organismen die in bijlagen I en II bij dit besluit opgenomen zijn, waarvan de aanwezigheid in geïsoleerde toestand werd vastgesteld en waarvan wordt aangenomen dat ze schadelijk zijn voor de planten en plantaardige producten, worden verboden of dat daarvoor een bijzondere vergunning is vereist.

d) De Minister kan afwijkingen toestaan onder voorwaarden die hij bepaalt ten opzichte van de verboden bepaald bij punten 1, 2, 5, 6 en punt 7a, b en c voor proefnemingen of wetenschappelijke doeleinden en voor de selectiedoeleinden op het niveau van variëteiten.

e) De bepalingen van punt 7 a), b) en c) van dit artikel worden ook toegepast op de organismen die niet vermeld zijn door de Richtlijn 90/220/EEG van de Raad van 23 april 1990 inzake de doelbewuste introductie van genetisch gemodificeerde organismen in het milieu of door andere specifieke communautaire wetgevingen inzake de gewijzigde genetische organismen. »

5. De Minister kan afwijkingen toestaan onder voorwaarden die hij bepaalt ten opzichte van de verboden bepaald bij punten 1, 2 en 3 van dit artikel voor proefnemingen of wetenschappelijke doeleinden en voor selectiewerkzaamheden. »

Art. 5. Artikel 12 punt 4 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« De punten 1, 2 en 3 van dit artikel gelden niet voor het verkeer van kleine hoeveelheden planten, plantaardige producten, voedingsmiddelen of dierlijke voeders wanneer deze bestemd zijn voor gebruik door de eigenaar of ontvanger voor niet-industriële en niet-commerciële doeleinden of voor verbruik tijdens het vervoer, op voorwaarde dat er geen gevaar bestaat voor verspreiding van schadelijke organismen ».

Art. 6. Artikel 14 punt 2 van hetzelfde besluit wordt aangevuld als volgt :

« c) De punten a) en b) gelden niet voor het verkeer van kleine hoeveelheden planten, plantaardige producten, voedingsmiddelen of dierlijke voeders wanneer deze bestemd zijn voor gebruik door de

utilisés par leur propriétaire ou par le destinataire à des fins non industrielles et non commerciales ou à être consommés durant le transport, pour autant qu'il n'existe aucun danger de propagation d'organismes nuisibles ».

Art. 7. L'intitulé du chapitre V du même arrêté est remplacé par l'intitulé suivant :

« Chapitre V. — Mesures liées à l'importation et au transit par le territoire de la Belgique de végétaux, produits végétaux ou autres objets ».

Art. 8. L'article 17 du même arrêté est modifié comme suit :

a) Les points suivants sont ajoutés :

« 4bis. Pour autant qu'il n'existe aucun danger de propagation d'organismes nuisibles :

— les points 2 et 3 du présent article ne s'appliquent pas lorsque les végétaux, produits végétaux ou autres objets sont déplacés directement d'un point à un autre de la Communauté à travers le territoire d'un pays tiers;

— les points 2 et 3 du présent article et l'article 10 point 1 ne s'appliquent pas au transit par le territoire de la Communauté;

— les points 2 et 3 du présent article ne s'appliquent pas aux mouvements de petites quantités de végétaux, produits végétaux, denrées alimentaires ou aliments pour animaux lorsque ceux-ci sont destinés à être utilisés par leur propriétaire ou par le destinataire à des fins non industrielles et non commerciales ou à être consommés durant le transport.

4ter. Le Ministre peut déroger sous des conditions qu'il définit aux obligations visées aux points 2 et 3 du présent article pour des travaux effectués à des fins d'essais ou à des fins scientifiques ou à des travaux effectués sur les sélections variétales. »

b) Le point 10 est complété comme suit :

« Dans le cas d'un retrait au titre du premier alinéa, deuxième tiret ou d'un refus au titre du premier alinéa, quatrième tiret, le Service annule les certificats phytosanitaires ou les certificats phytosanitaires de réexpédition produits au moment où les végétaux, produits végétaux ou autres objets sont présentés en vue de leur introduction sur le territoire belge.

Lors de l'annulation, le Service appose au recto du document, de façon bien visible, un cachet rouge de forme triangulaire, portant la mention « Certificat annulé » et indique ses coordonnées et la date du refus. »

Art. 9. L'article 19 du même arrêté est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 19. § 1er. Le Service peut être autorisé sur demande à prévoir sous les conditions qu'il définit des dérogations :

— à l'article 10 point 1 en ce qui concerne l'annexe III parties A et B, sans préjudice des dispositions de l'article 10 point 3, ainsi qu'à l'article 11 point 1 ainsi qu'à l'article 17 point 2 a) 3ème tiret en ce qui concerne les autres exigences visées à l'annexe IV, partie A, section 1, et partie B;

— à l'article 17 point 2 b) dans le cas du bois, si des garanties équivalentes sont fournies,

pour autant qu'il soit établi que le risque de propagation des organismes nuisibles est prévenu par un ou plusieurs des facteurs suivants :

— l'origine des végétaux ou des produits végétaux;

— un traitement approprié;

— des précautions spécifiques pour l'utilisation des végétaux et des produits végétaux.

Chaque autorisation s'applique individuellement à tout ou une partie du territoire de la Communauté dans des conditions qui tiennent compte des risques de propagation d'organismes nuisibles par le produit concerné dans des zones protégées, ou dans certaines régions compte tenu des différences de conditions agricoles et écologiques.

§ 2. Pour les dérogations prévues au § 1er, un rapport officiel doit être établi dans chaque cas individuel que les conditions pour l'octroi de la dérogation sont remplies. »

Art. 10. L'article 24 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Article 24. Pour l'immatriculation des personnes, visées à l'article 13 point 5 du présent arrêté, pour la délivrance du certificat phytosanitaire, du certificat phytosanitaire de réexpédition, du passeport phytosanitaire, du passeport phytosanitaire de remplacement et pour la réalisation des contrôles phytosanitaires sur les

eigenaar of ontvanger voor niet-industriële en niet-commerciële doeleinden of voor verbruik tijdens het vervoer, op voorwaarde dat er geen gevaar bestaat voor verspreiding van schadelijke organismen ».

Art. 7. Het opschrift van het hoofdstuk V van hetzelfde besluit wordt vervangen door :

« Hoofdstuk V. — Maatregelen gebonden aan invoer en doorvoer op het grondgebied van België van planten, plantaardige producten of ander materiaal ».

Art. 8. Het artikel 17 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt :

a) De volgende punten worden toegevoegd :

« 4bis. Op voorwaarde dat er geen gevaar bestaat voor verspreiding van schadelijke organismen :

— de punten 2 en 3 van dit artikel gelden niet wanneer de planten, plantaardige producten of ander materiaal rechtstreeks worden overgebracht naar een andere plaats in de Gemeenschap via het grondgebied van een derde land;

— de punten 2 en 3 van dit artikel en artikel 10 punt 1 zijn niet van toepassing bij doorvoer over het grondgebied van de Gemeenschap;

— de punten 2 en 3 van dit artikel zijn niet van toepassing voor het verkeer van kleine hoeveelheden planten, plantaardige producten, voedingsmiddelen of dierlijke voeders wanneer deze bestemd zijn voor gebruik door de eigenaar of ontvanger voor niet-industriële en niet-commerciële doeleinden of voor verbruik tijdens het vervoer.

4ter. De Minister kan afwijkingen toestaan onder voorwaarden die hij bepaalt van de bepalingen ten opzichte van de verboden bepaald bij de punten 2 en 3 van dit artikel voor proefnemingen of wetenschappelijke doeleinden en voor selectiewerkzaamheden.

b) Punt 10 wordt aangevuld als volgt :

« In geval van een terugtrekking als genoemd in het eerste lid, tweede streepje of een weigering als genoemd in het eerste lid, vierde streepje, vernietigt de Dienst de fytosanitaire certificaten of de fytosanitaire certificaten voor wederuitvoer die worden getoond wanneer de planten, plantaardige producten of ander materiaal voor binnenbrenging op het grondgebied van België worden voorgelegd.

Bij de nietigverklaring krijgt het certificaat op de voorkant, duidelijk zichtbaar, een driehoekige rode stempel met de vermelding « Certificaat nietig verklaard » van de Dienst en geeft deze zijn coördinaten aan en de datum van weigering. »

Art. 9. Het artikel 19 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepalingen :

« Artikel 19. § 1. De Dienst kan op eigen verzoek gemachtigd worden om afwijkingen toe te staan onder voorwaarden die hij bepaalt :

— op artikel 10 punt 1 betreffende bijlage III delen A en B, onverminderd het bepaalde in artikel 10 punt 3, alsmede op artikel 11 punt 1 en op artikel 17 punt 2 a) derde streepje voor wat betreft de andere eisen die genoemd worden in bijlage IV, deel A, rubriek 1, en deel B;

— op artikel 17 punt 2 b) in het geval van hout, indien gelijkwaardige waarborgen worden gegeven,

op voorwaarde dat is vastgesteld dat het risico van verspreiding van schadelijke organismen wordt ondervangen door een of meer van de volgende factoren :

— de oorsprong van de planten of plantaardige producten;

— een passende behandeling;

— speciale voorzorgsmaatregelen voor het gebruik van de planten of plantaardige producten.

Elke toelating geldt individueel voor iedereen of voor een deel van het grondgebied van de Gemeenschap onder de voorwaarden die rekening houden met verspreidingsrisico's van schadelijke organismen door het betreffende product in de beschermde gebieden, of in bepaalde regio's rekening houdend met de verschillen in landbouw en ecologische omstandigheden.

§ 2. Voor afwijkingen als bedoeld in § 1, wordt voor elk afzonderlijk geval een officieel verslag geëist dat aantoonst dat aan de voorwaarden voor het verlenen van de afwijking is voldaan. »

Art. 10. Het artikel 24 van hetzelfde besluit wordt vervangen door de volgende bepaling :

« Artikel 24. Voor de registratie van personen, zoals bedoeld in artikel 13 punt 5 van dit besluit, voor het afleveren van een fytosanitair certificaat, een fytosanitair certificaat van herv verzending, van een plantenpaspoort, van een vervoersplantenpaspoort en voor de realisatie van de fytosanitaire toezichten van de betrokken

végétaux concernés, des indemnités sont dues, fixées par le Roi, conformément à la loi du 17 mars 1993 relative à la création d'un Fonds budgétaire pour la production et la protection des végétaux et des produits végétaux.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Notre Ministre des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 10 avril 1995.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Petites et Moyennes Entreprises
et de l'Agriculture,

A. BOURGEOIS

planten dient een vergoeding, vastgesteld door de Koning, betaald te worden, overeenkomstig de bepalingen van de wet van 17 maart 1993 betreffende de oprichting van een Begrotingsfonds voor de produktie en de bescherming van planten en plantaardige produkten. »

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 12. Onze Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen en Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 10 april 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van de Kleine en Middelgrote Ondernemingen
en Landbouw,

A. BOURGEOIS

MINISTRE DES FINANCES

F. 95 — 1553

7 JUIN 1995. — Arrêté ministériel relatif à l'adjudication d'échange à prix prédéterminés du 13 juin 1995 d'obligations linéaires proches de leur échéance finale contre des obligations linéaires d'échéance finale plus éloignée

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté royal du 9 janvier 1995 relatif à l'échange en 1995 d'obligations linéaires contre d'autres obligations linéaires de lignes et d'échéances diverses,

Arrête :

Article 1^{er}. Le 13 juin 1995 aura lieu l'adjudication d'échange à prix prédéterminés d'obligations linéaires proches de leur échéance finale contre des obligations linéaires d'échéance finale plus éloignée:

Art. 2. Les participants à l'adjudication d'échange doivent être inscrits au fichier souscripteurs « Obligations linéaires » de l'Administration de la Trésorerie.

Art. 3. La technique d'échange utilisée est celle de l'offre d'échange à prix prédéterminés.

Art. 4. L'offre d'échange à prix prédéterminés repose sur l'appel d'offres portant sur un prix déterminé à l'avance par le Ministre des Finances pour chaque échange d'obligations linéaires proches de leur échéance finale contre des obligations linéaires d'échéance finale plus éloignée.

Art. 5. Les candidats à l'échange doivent fixer, par quotités de dix millions de francs, le montant nominal à souscrire dans une ou plusieurs lignes d'obligations linéaires proposées à l'échange, au moyen d'obligations linéaires qu'ils sont disposés à céder à l'Etat, au prix d'échange prédéterminé fixé par le Ministre des Finances.

Art. 6. Par prix d'échange prédéterminé, on entend un capital nominal d'obligations linéaires à céder offertes à l'échange pour un capital nominal de cent francs d'obligations linéaires souhaitées.

Le prix d'échange prédéterminé tient compte du rapport entre les valeurs actuelles, le jour de l'opération, de l'obligation linéaire offerte à l'échange — y compris les intérêts courus — et de l'obligation linéaire souhaitée en échange.

Art. 7. Les intérêts dus sur les obligations linéaires cédées ne sont pas payés par l'Etat belge, puisque le prix d'échange est déterminé en tenant compte de ces intérêts courus.

Art. 8. Les obligations linéaires proches de leur échéance finale visées par l'échange sont :

— obligations linéaires 10 % — 5 avril 1996 (code 245/51).

Art. 9. Les obligations linéaires proposées à l'échange sont :

— obligations linéaires 7,75 % — 22 décembre 2000 (code 278/84);

— obligations linéaires 6,50 % — 31 mars 2005 (code 273/79);

— obligations linéaires 7,50 % — 29 juillet 2008 (code 268/74);

— obligations linéaires 8 % — 24 décembre 2012 (code 262/68);

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 95 — 1553

7 JUNI 1995. — Ministerieel besluit betreffende de omruilingsaanbesteding tegen vooraf vastgestelde prijzen op 13 juni 1995 van lineaire obligaties waarvan de eindvervaldag nabij is tegen lineaire obligaties met een latere eindvervaldag

De Minister van Financiën,

Gelet op het koninklijk besluit van 9 januari 1995 betreffende de omruiling in 1995 van lineaire obligaties tegen andere lineaire obligaties van verschillende lijnen en vervaldagen,

Besluit :

Artikel 1. Op 13 juni 1995 zal de omruilingsaanbesteding tegen vooraf vastgestelde prijzen van lineaire obligaties waarvan de eindvervaldag nabij is tegen lineaire obligaties met een latere eindvervaldag plaatshebben.

Art. 2. De deelnemers aan de omruilingsaanbesteding moeten in het inschrijversbestand « Lineaire obligaties » van de Administratie der Thesaurie ingeschreven zijn.

Art. 3. De gebruikte omruilingstechniek is deze van een omruilingsofferte tegen vooraf vastgestelde prijzen.

Art. 4. De offerte van omruiling tegen vooraf vastgestelde prijzen berust op offerteaanvragen gebaseerd op een door de Minister van Financiën vooraf vastgestelde prijs voor elke omruiling van lineaire obligaties waarvan de eindvervaldag nabij is tegen lineaire obligaties met een latere eindvervaldag.

Art. 5. De kandidaten voor de omruiling dienen per quotiteiten van 10 miljoen frank het nominale in te tekenen bedrag vast te stellen in één of verschillende lijnen van de ter omruiling voorgestelde lineaire obligaties, door middel van lineaire obligaties die zij bereid zijn aan de Staat af te staan, tegen een door de Minister van Financiën vooraf vastgestelde omruilingsprijs.

Art. 6. Onder vooraf vastgestelde omruilingsprijs verstaat men een nominaal kapitaal van ter omruiling aangeboden lineaire obligaties voor een nominaal kapitaal van 100 frank in gewenste lineaire obligaties.

De omruilingsprijs houdt rekening met de relatie tussen de actuele waarden van de ter omruiling aangeboden lineaire obligatie — met inbegrip van de opgelopen interesten — en de voor de omruiling gewenste lineaire obligatie op de dag van de verrichting.

Art. 7. De verschuldigde interesten op de afgestane lineaire obligaties worden niet door de Belgische Staat betaald vermits de omruilingsprijs vastgesteld is rekening houdend met deze opgelopen interesten.

Art. 8. De voor de omruiling beoogde lineaire obligaties waarvan de eindvervaldag nabij is, zijn :

— lineaire obligaties 10 % — 5 april 1996 (code 245/51).

Art. 9. De lineaire obligaties voorgesteld ter omruiling zijn

— lineaire obligaties 7,75 % — 22 december 2000 (code 278/84);

— lineaire obligaties 6,50 % — 31 maart 2005 (code 273/79);

— lineaire obligaties 7,50 % — 29 juli 2008 (code 268/74);

— lineaire obligaties 8 % — 24 december 2012 (code 262/68)